

01958x0028

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE  
de la  
MOSELLE

METZ, le

*Référence à rappeler*

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

1<sup>er</sup> Bureau

EAU POTABLE

57034 METZ CEDEX  
RE/LS

Tél. 87.34.88.94

A R R E T E

N° 90 - AG/1 - 213  
en date du 21 MAI 1990

portant déclaration d'utilité publique du forage exploité par le Syndicat des Eaux de DOMNON-LES-DIEUZE dans cette commune au lieu-dit "Les Quatre Fontaines", section 6, parcelle 10 et établissant des périmètres de protection autour de l'ouvrage.

---  
LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Vu l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

Vu les articles L 20 et L 20-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu les articles L 11.1 à L 11.8 et R 11.1 à R 11.31 du code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, ainsi que le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour son application et sanctionnant les infractions ;

Vu le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

Vu les circulaires interministérielles du 10 décembre 1968 et du 30 décembre 1974 relatives aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines

Vu la circulaire DARS/SH/C.74 n° 5068 du 17 septembre 1974 du Ministère de l'Agriculture relative à un nouveau modèle d'arrêté préfectoral déclaratif d'utilité publique de la dérivation d'eaux de sources ou d'eaux souterraines ;

Vu la délibération du Comité-Directeur du Syndicat des Eaux de DOMNON-LES-DIEUZE en date du 13 novembre 1986, sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux, en vue de :

- la dérivation des eaux à des fins d'alimentation en eau potable,
- l'établissement des périmètres de protection des points d'eau situés sur le territoire de la commune de DOMNON-LES-DIEUZE ;

Vu les rapports de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique en date du 8 octobre 1974 et 29 juillet 1982, ainsi que les additifs de juin 1982 et du 31 mai 1989 ;

Vu le dossier transmis le 3 juin 1988 par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 1989 prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique du 9 mai 1989 au 26 mai 1989 inclus sur :

- 1 - la dérivation des eaux non domaniales
- 2 - l'établissement des périmètres de protection des points d'eau potable situés sur la commune de DOMNON-LES-DIEUZE ;

Vu les résultats de cette enquête ;

Vu les conclusions favorables du commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération du 20 juin 1989 ;

Vu l'avis du Sous-préfet de CHATEAU-SALINS en date du 20 juillet 1989 ;

Vu le rapport transmis par le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 24 avril 1990 ;

Vu l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 4 mai 1990 ;

#### A r r ê t e :

##### Article 1er : OBJET

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le Syndicat des Eaux de DOMNON-LES-DIEUZE désigné ci-après par le terme la "collectivité", en vue de l'alimentation en eau potable. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1 - la dérivation des eaux non domaniales
- 2 - l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau.

01958X0028

ARTICLE 2 : SITUATION

La collectivité est autorisée à dériver les eaux de la source dont la situation est précisée dans le tableau ci-après :

Appellation de la source	DOMNOM
Parcelle n° et section	Parcelle n° 10 section 6
Lieu-dit	"Les quatre Fontaines"
Commune	DOMNOM LES DIEUZE
Indice Code minier	195-8-28
Aquifère capté	Dolomie en dalles (ou de Beaumont)

ARTICLE 3 : DEBITS PRELEVES ET RESERVES

Le tableau suivant précise

- les débits maximums susceptibles d'être prélevés
- les débits d'équipement (ou nominaux) des points d'eau
- les débits réservés à laisser s'écouler en tout temps à l'aval des ouvrages de captage pour la sauvegarde des intérêts généraux
- les débits d'étiage (à titre d'information)

Source	DOMNOM
débit max de prélèvement	7 l/s
débit équipement	Sans objet
débit réservé	Néant
débit d'étiage	4,3 l/s

ARTICLE 4 : MESURE DES DEBITS

Les appareils de contrôle des débits prélevés et des débits réserves seront conformes aux normes AFNOR. Un stabilisateur d'écoulement pourra être imposé si longueur droite en amont du dispositif de comptage est inférieure à 20 fois le diamètre de la conduite (ou la largeur du canal).

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- le débit maximum horaire et le volume journalier produit (chaque jour si le débit journalier est supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup>/J, sinon 1 fois par semaine)
- les incidents survenus (pannes, eaux non conformes,...)
- les modifications d'installation

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage)

ARTICLE 5 : SAUVEGARDE DES INTERETS GENERAUX

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 7 : QUALITE DES EAUX DISTRIBUEES

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées, seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 8 : DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Il est établi autour des points d'eau :

- un périmètre de protection immédiate dont les limites sont représentées en teinte rouge sur les plans ci-annexés
- un périmètre de protection rapprochée dont les limites sont représentées en teinte jaune sur les plans ci-annexés
- un périmètre de protection éloignée dont les limites sont représentées en teinte verte sur les plans ci-annexés.

les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Des bornes et des panneaux d'information seront placées, à la diligence et aux frais de la collectivité, aux points principaux des périmètres ainsi définis.

les terrains compris dans le périmètre de protection immédiate sont acquis en pleine propriété par la collectivité et clôturés.

ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION9.1 Périmètre de protection immédiate.

Le périmètre de protection immédiate est constitué par les parcelles 8, 9, 10 et 14 section 6.

Ce périmètre devra être entièrement acquis en pleine propriété par le Syndicat. Il devra être correctement clôturé et correctement entretenu.

Les travaux de mise en conformité du périmètre de protection immédiate comprennent :

- l'imperméabilisation du tronçon du fossé n° 9 section 6 dans toute la traversée du périmètre immédiat par pose d'une canalisation circulaire de diamètre 600 mm.
- la pose de drains perforés accolés à la canalisation ci-dessus,
- la création de fossés de ceinture du périmètre immédiat en bordure Ouest de la parcelle n° 8 et en bordure Est de la parcelle n° 14,
- la pose de clôture autour du périmètre immédiat.

9.2 Périmètre de protection rapprochée.

Le périmètre de protection rapprochée est défini selon le plan annexé au présent arrêté et comprend les parcelles n° 7, 13, 15, 16 section 6.

Ce périmètre sera maintenu en permanence en herbe.

Il pourra être étendu aux parcelles 17 et 18 (partie) section 6, en cas de dégradation de la qualité des eaux brutes et en particulier si la teneur en nitrates dépasse 25 mg/l.

A l'intérieur de ce périmètre :

9.2.1 SONT INTERDITS :

- le dépôt et l'exploitation de stockage d'ordures ménagères, déchets industriels, produits radioactifs, produits liquides miscibles à l'eau ou solides,
- l'ouverture, l'exploitation et le remblaiement de carrières en eau,
- la création et l'exploitation de cultures maraîchères intensives de pleine terre, serres, campings, dépositaires, lits de séchage, lagunes,
- l'épandage massif de boue, lisiers, engrais, pesticides, eaux usées industrielles ou domestiques,
- la création et l'exploitation d'établissements industriels ou d'établissements classés, de bâtiments d'élevage et de silos de stockage de produits fermentescibles.
- le stockage souterrain d'eau ou de gaz ainsi que la création et l'exploitation de puits perdus ou forages d'injection,
- les déversements dans les cours d'eau pérennes ou temporaires à l'amont du captage et qui sont susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines,
- la réalisation de puits ou forages non destinés à la distribution publique d'eau potable, notamment ceux destinés à la mise en place de pompes à chaleur eau-eau,
- le pacage intensif d'animaux,
- le pacage dans des conditions normales d'exploitation (2 à 3 animaux à l'hectare) reste autorisé ; par contre, l'accès des animaux aux fossés doit être rigoureusement interdit et les clôtures barbelées ou électriques maintenues en permanence sur les bords de ces fossés,
- le stockage permanent de fumures sur les zones d'aquifère en affleurement situées à l'intérieur du périmètre de protection rapproché.

### 9.2.2. SONT REGLEMENTES :

- la réalisation de captages ou forages destinés à la distribution publique d'eau potable. Ceux-ci devront être réalisés dans les règles de l'art sous le contrôle de techniciens compétents et devront donner lieu à des essais de pompages, à charge du pétitionnaire, afin de définir le régime optimal d'exploitation,
- l'exploitation, le remblaiement ou le réaménagement de carrières hors d'eau qui devra être mené de manière à préserver les eaux souterraines tant sur le plan quantitatif que qualitatif,
- les aménagements agricoles (mise en place de réseaux de drainage, aménagement hydraulique des cours d'eau) qui devront être réalisés de manière à ne pas modifier l'alimentation des nappes souterraines et les échanges nappes - cours d'eau,
- la modification et (ou) l'aménagement des voies de communication existantes,
- le remblaiement de fouilles, tranchées, excavations à l'aide de déchets. Celui-ci devra être réalisé à l'aide de matériaux sains à l'exclusion de l'utilisation de tout déchet.

### 9.3 Périètre de protection éloignée.

Le périètre de protection éloignée est défini selon le plan annexé au présent arrêté et comprend les parcelles n° 111 à 113 section 3 ; 41 à 54, 88 à 101 section 5 ; 3 à 6, 17 à 27, 53, 55, 56, 57, 58, 60 partie section 6.

Les activités visées en 9.2.1. seront réglementées.

Les constructions des maisons d'habitation respecteront les plans du MARNU en limite du chemin de GUINZELING ou les documents d'urbanisme (P.O.S.) ultérieurs.

### 9.4 Mesures de surveillance.

Un programme de surveillance renforcée de la qualité des eaux brutes sera mis en place pendant une période probatoire de 3 ans. Ce programme comportera quatre analyses physico-chimiques par an. A l'issue de cette période probatoire, il pourra être envisagé un renforcement des mesures de protection (extension du périètre de protection rapprochée) ou d'amélioration de la qualité (traitement, mélange d'eau voire substitution de ressource à partir du réseau du syndicat des eaux de BERTHELMING).

01958228

ARTICLE 10 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET  
DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités, et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée ou rapprochée à la date du présent arrêté, seront recensés par les soins de la collectivité propriétaire des points d'eau pour laquelle les périmètres sont fixés et la liste en sera transmise au Préfet de la Moselle.

10.1 Installations interdites

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui pourra soit interdire définitivement l'installation, soit subordonner la poursuite de l'activité au respect de conditions en vue de la protection des eaux.

Un délai sera fixé dans chaque cas au propriétaire intéressé soit pour cesser l'activité, soit pour satisfaire aux conditions fixées.

10.2 Installations réglementées

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui fixera, s'il y a lieu, au propriétaire de l'installation en cause, les conditions à respecter pour la protection des eaux ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder trois ans.

10.3 l'application éventuelle de cet article donnera lieu à l'indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 11 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET  
DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE :

Le propriétaire désirant réaliser une installation, activité ou dépôt réglementés conformément à l'article 9, doit avant tout début de réalisation, faire part au Préfet de la Moselle, de son intention en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux, ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux, dans un délai de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises, les dispositions prévues par le pétitionnaire.



01958x0028

Si ces activités, installations, dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation ou la présentation d'une déclaration au titre de la législation sur les installations classées de la réglementation, des gravières, permis de construire, etc..., il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation ou de sa déclaration et celles prévues par le présent arrêté.

Ce dossier sera déposé avec un exemplaire supplémentaire auprès du service ayant à instruire le dossier d'autorisation ou la déclaration.

Une décision unique interviendra.

#### ARTICLE 12 : REGLEMENTATION SPECIFIQUE

En tant que de besoin, les arrêtés préfectoraux définiront les règles auxquelles devront satisfaire les installations, activités, et dépôts réglementés par l'application de l'article 9.

#### ARTICLE 13 : CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ET SANCTIONS

La DDASS est chargée du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Sont justiciables les dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau et de matières et notamment des dispositions de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution et du décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967.

- la mise en oeuvre à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée d'activités, installations et dépôts interdits par le présent arrêté,

- l'absence de déclaration des activités réglementées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée et éloignée en fonction de l'article 11,

- la non conformité des réalisations avec les prescriptions imposées par l'application du présent arrêté.

#### ARTICLE 14 : CONTROLE DES DEBITS

La DDAF est chargée au titre de la police des eaux, du contrôle du débit dérivé et du débit réservé.

La collectivité lui transmettra chaque année un compte rendu d'exploitation conformément à l'article 4. Elle lui signalera, sans délai, toute évolution anormale de la ressource en eau exploitée (modification brutale des débits, dégradation de la qualité des eaux : sodium, chlorures, nitrates, bactériologie,...)

ARTICLE 15 : Le présent arrêté sera par les soins et à la charge de la collectivité, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection.

Article 16 :

Une ampliation de l'arrêté devra être adressée à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse au Service Régional de l'Aménagement des Eaux de Lorraine et au Bureau de Recherches Géologiques et Minières, Service Géologique Régional Lorraine.

Le présent arrêté sera également affiché dans la commune de DOMNON-LES-DIEUZE. Cette formalité sera justifiée par un certificat du maire.

Article 17 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,

le Sous-Préfet de CHATEAU-SALINS,

le Maire de DOMNON-LES-DIEUZE,

le Président du Syndicat des Eaux de DOMNON-LES-DIEUZE,

le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

le Directeur départemental de l'Equipement,

le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,

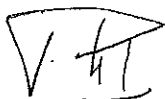
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, pour lequel un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

METZ, le

21 MAI 1990

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau



LE PREFET,

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général.

signé : Jean-François di CHIARA